



SALA STAMPA DELLA SANTA SEDE  
**BOLLETTINO**

HOLY SEE PRESS OFFICE BUREAU DE PRESSE DU SAINT-SIÈGE PRESSEAMT DES HEILIGEN STUHLS  
OFICINA DE PRENSA DE LA SANTA SEDE SALA DE IMPRENSA DA SANTA SÉ  
BIURO PRASOWE STOLICY APOSTOLSKIEJ دار الصحافة التابعة للكرسي الرسولي

N. 0585

Martedì 16.10.2012

Sommario:

- ◆ MESSAGGIO DEL SANTO PADRE AL SIGNOR JOSÉ GRAZIANO DA SILVA, DIRETTORE GENERALE DELLA F.A.O., IN OCCASIONE DELLA GIORNATA MONDIALE DELL'ALIMENTAZIONE 2012
- ◆ PRECISAZIONE DELLA SEGRETERIA DI STATO IN MERITO AGLI ORDINI EQUESTRI
- ◆ AVVISO DELL'UFFICIO DELLE CELEBRAZIONI LITURGICHE
- ◆ AVVISO DI CONFERENZA STAMPA

◆ MESSAGGIO DEL SANTO PADRE AL SIGNOR JOSÉ GRAZIANO DA SILVA, DIRETTORE GENERALE DELLA F.A.O., IN OCCASIONE DELLA GIORNATA MONDIALE DELL'ALIMENTAZIONE 2012

MESSAGGIO DEL SANTO PADRE AL SIGNOR JOSÉ GRAZIANO DA SILVA, DIRETTORE GENERALE DELLA F.A.O., IN OCCASIONE DELLA GIORNATA MONDIALE DELL'ALIMENTAZIONE 2012

- MESSAGGIO DEL SANTO PADRE
- TRADUZIONE IN LINGUA ITALIANA

Pubblichiamo di seguito il Messaggio che il Santo Padre Benedetto XVI ha inviato al Direttore Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'Alimentazione e l'Agricoltura (F.A.O.), Signor José Graziano da Silva, in occasione della Giornata Mondiale dell'Alimentazione 2012 che si celebra oggi sul tema: "Le cooperative agricole nutrono il mondo":

- MESSAGGIO DEL SANTO PADRE

A Monsieur José Graziano da Silva  
Directeur Général de la F.A.O.

1. Cette année la Journée Mondiale de l'Alimentation est célébrée alors que les effets de la crise économique touchent toujours plus les besoins primaires, y compris le droit fondamental de chaque personne à une nourriture suffisante et saine, aggravant spécialement la situation de ceux qui vivent dans des conditions de pauvreté et de sous-développement. Il s'agit d'un contexte analogue à celui qui inspira l'institution de la FAO et qui requiert l'engagement des institutions nationales et internationales pour libérer l'humanité de la faim, à travers le développement agricole et la croissance des communautés rurales. Le graduel désengagement et l'excessive compétitivité qui pèsent en effet sur la malnutrition risquent de faire oublier combien seules des solutions communes et partagées sont en mesure de donner des réponses adéquates aux attentes des personnes et des peuples.

Je salue par conséquent avec une particulière satisfaction le choix de dédier cette Journée à une réflexion sur le thème « Les coopératives agricoles nourrissent le monde ». Il ne s'agit pas seulement de donner un soutien aux coopératives comme expression d'une forme différente d'organisation économique et sociale, mais de les considérer comme un véritable instrument de l'action internationale. L'expérience réalisée dans de nombreux pays montre en effet que les coopératives, outre l'impulsion qu'elles donnent au travail agricole, sont un moyen pour permettre aux agriculteurs et aux populations rurales d'intervenir aux moments décisifs et en même temps un instrument efficace pour réaliser ce développement intégral dont la personne est le fondement et le but.

Garantir la liberté par rapport à la faim signifie, en effet, être conscient que l'activité des institutions et l'apport des hommes et des femmes engagés peut arriver à des résultats adéquats uniquement à travers des actions et des structures inspirées par la solidarité et orientées vers la participation. En ce sens, les coopératives agricoles sont un exemple concret, appelées par conséquent à réaliser non seulement les niveaux de production et de distribution requis, mais aussi une croissance plus générale des surfaces rurales et des communautés qui vivent dessus.

2. La coopération au sens le plus profond représente l'exigence pour la personne de s'associer pour poursuivre avec les autres, de nouveaux buts dans le domaine social, économique, culturel et religieux. Il s'agit d'une réalité dynamique et variée, appelée non seulement à donner des réponses aux exigences immédiates et matérielles, mais aussi à concourir à la perspective de chaque communauté.

Étant donnée la priorité due à la dimension humaine, les coopératives agricoles peuvent dépasser l'aspect exclusivement technique du travail agricole, en en réévaluant la centralité dans l'activité économique et ainsi elles favorisent des réponses adaptées aux réelles nécessités locales. Il s'agit d'une vision alternative à celle déterminée par les mesures internes et internationales qui semblent avoir comme unique objectif le profit, la défense des marchés, l'usage non alimentaire des produits agricoles, l'introduction de nouvelles techniques de production sans une nécessaire précaution.

Devant une demande de nourriture toujours plus importante, qui conjugue nécessairement la qualité et la quantité des aliments, le travail des coopératives agricoles peut représenter quelque chose de plus qu'une simple aspiration, en montrant concrètement un moyen possible pour satisfaire la demande d'une population mondiale en croissance aussi. Leur présence toujours plus consolidée, peut ensuite mettre fin aux tendances spéculatives qui touchent désormais jusqu'aux produits de première nécessité destinés à l'alimentation humaine et contenir l'accaparement des terres cultivables qui en diverses régions contraignent les cultivateurs à quitter leurs terres puisque individuellement ils n'ont aucune possibilité pour faire valoir leurs droits.

3. L'Église catholique, comme on le sait, considère aussi le travail et l'entreprise coopérative comme moyens pour vivre une expérience d'unité et de solidarité capable de dépasser les différences et jusqu'aux conflits sociaux entre les personnes et entre les divers groupes. C'est pourquoi avec son enseignement et son action elle a toujours soutenu le modèle des coopératives parce qu'elle est convaincue que leur activité ne se limite pas à la seule dimension économique, mais concourt à la croissance humaine, sociale, culturelle et morale de ceux qui en font partie et de la communauté dans laquelle elles sont insérées.

Les coopératives en effet sont une expression concrète non d'une stérile complémentarité, mais d'une vraie subsidiarité ; un principe que la doctrine sociale de l'Église pose comme fondement d'un rapport correct entre

les personnes, la société et les institutions. La subsidiarité, en effet, garantit la capacité et l'apport original de la personne en préservant ses aspirations dans la dimension spirituelle et matérielle, en tenant dans la juste considération la promotion du bien commun et la tutelle des droits de la personne.

En considérant les situations où conflits ou désastres naturels limitent le travail agricole, une pensée spéciale est adressée au rôle irremplaçable de la femme souvent appelée à diriger l'activité des coopératives, à maintenir les liens familiaux et à garder ces précieux éléments de connaissance et technique propres au monde rural.

Dans un monde à la recherche d'interventions appropriées pour surmonter les difficultés de la crise économique et pour donner à la globalisation un sens authentiquement humain, l'expérience des coopératives représente bien ce nouveau type d'économie au service de la personne, autrement dit capable de favoriser des formes de partage et de gratuité qui sont le fruit respectivement de la solidarité et de la fraternité (*Caritas in veritate*, 39). C'est pourquoi il est indispensable que les pouvoirs publics opérant au niveau national et international préparent les instruments législatifs et les instruments de financement afin que dans les zones rurales les coopératives puissent être des instruments efficaces pour la production agricole, la sécurité alimentaire, la mutation sociale et pour une plus grande amélioration des conditions de vie. Dans ce nouveau contexte il est souhaitable que les jeunes générations puissent regarder leur avenir avec une confiance renouvelée en maintenant les liens avec le travail des champs, le monde rural et ses valeurs traditionnelles.

En renouvelant l'attention de l'Église et l'engagement de ses institutions pour que l'humanité puisse être vraiment libérée de la faim, j'invoque sur vous, Monsieur le Directeur Général, sur les représentants des Nations accréditées auprès de la FAO, sur ceux qui travaillent dans l'organisation et concourent à l'obtention de ses objectifs, les plus abondantes bénédictions du Dieu Tout-Puissant.

Du Vatican, le 16 octobre 2012

BENEDICTUS PP. XVI

[01332-03.01] [Texte original: Français]

• **TRADUZIONE IN LINGUA ITALIANA**

Al Signor José Graziano da Silva  
Direttore Generale della F.A.O.

1. Quest'anno la Giornata Mondiale dell'Alimentazione si celebra mentre gli effetti della crisi economica colpiscono sempre più i bisogni primari, compreso il fondamentale diritto di ogni persona ad una nutrizione sufficiente e sana, aggravando specialmente la situazione di quanti vivono in condizioni di povertà e sottosviluppo. Si tratta di un contesto analogo a quello che ispirò l'istituzione della FAO e che richiama le istituzioni nazionali e internazionali all'impegno per liberare l'umanità dalla fame attraverso lo sviluppo agricolo e la crescita delle comunità rurali. Sulla malnutrizione, infatti, pesano un graduale disimpegno e un'eccessiva competitività che rischiano di far dimenticare come solo soluzioni comuni e condivise sono in grado di dare risposte adeguate alle attese di persone e di popoli.

Saluto pertanto con particolare compiacimento la scelta di dedicare questa Giornata alla riflessione sul tema "Le cooperative agricole nutrono il mondo". Non si tratta solo di dare sostegno alle cooperative quali espressione di una diversa forma di organizzazione economica e sociale, ma di considerarle un vero strumento dell'azione internazionale. L'esperienza realizzata in tanti Paesi mostra, infatti, che le cooperative, oltre a dare impulso al lavoro agricolo sono un modo per consentire agli agricoltori e alle popolazioni rurali di intervenire nei momenti decisionali e insieme uno strumento efficace per realizzare quello sviluppo integrale di cui la persona è fondamento e fine.

Garantire la libertà dalla fame significa, infatti, essere consapevoli che l'attività delle istituzioni e l'apporto di uomini e donne impegnati può raggiungere adeguati risultati solo mediante azioni e strutture ispirate dalla

solidarietà e orientate alla partecipazione. In questo senso le cooperative agricole sono un esempio concreto poiché chiamate a realizzare non solo adeguati livelli produttivi e di distribuzione, ma anche una più generale crescita delle aree rurali e delle comunità che in esse vivono.

2. La cooperazione nel suo significato più profondo indica l'esigenza della persona di associarsi per conseguire, insieme con gli altri, nuovi traguardi nell'ambito sociale, economico, culturale e religioso. Si tratta di una realtà dinamica e variegata, chiamata non solo a dare risposte ad esigenze immediate e materiali, ma a concorrere alla prospettiva di ogni comunità.

Dando la dovuta priorità alla dimensione umana le cooperative possono superare il profilo esclusivamente tecnico del lavoro agricolo, ne rivalutano la centralità nell'attività economica e così favoriscono risposte adeguate alle reali necessità locali. Si tratta di una visione alternativa a quella determinata da misure interne e internazionali che sembrano avere come unico obiettivo il profitto, la difesa dei mercati, l'uso non alimentare dei prodotti agricoli, l'introduzione di nuove tecniche di produzione senza la necessaria precauzione.

Di fronte a una richiesta di cibo sempre più ampia, che necessariamente congiunge qualità e quantità degli alimenti, il lavoro delle cooperative agricole può rappresentare qualcosa in più di una semplice aspirazione, mostrando in concreto un modo possibile per soddisfare la domanda di una popolazione mondiale anche in crescita. Una loro presenza sempre più consolidata, poi, può porre fine alle tendenze speculative che ormai toccano persino i generi di prima necessità destinati all'alimentazione umana e arginare l'accaparramento delle aree coltivabili che in diverse regioni costringono i contadini ad abbandonare le loro terre poiché singolarmente non hanno alcuna possibilità di far valere i loro diritti.

3. La Chiesa cattolica, come è noto, considera anche il lavoro e l'impresa cooperativa come modi per vivere un'esperienza di unità e di solidarietà capace di superare le differenze e perfino i conflitti sociali fra le persone e fra i diversi gruppi. Per questo con il suo insegnamento e la sua azione ha da sempre sostenuto il modello delle cooperative in quanto è convinta che la loro attività non si limita alla sola dimensione economica, ma concorre alla crescita umana, sociale, culturale e morale di quanti ne sono parte e della comunità in cui esse sono inserite.

Le cooperative, infatti, sono un'espressione concreta non di una sterile complementarità, ma di una vera sussidiarietà; un principio che la dottrina sociale della Chiesa pone a fondamento di un corretto rapporto tra la persona, la società e le istituzioni. La sussidiarietà, infatti, garantisce la capacità e l'apporto originale della persona preservando le sue aspirazioni nella dimensione spirituale e materiale, tenendo nella giusta considerazione la promozione del bene comune e la tutela dei diritti della persona.

Guardando alle situazioni dove conflitti o disastri naturali limitano il lavoro agricolo, un particolare pensiero va rivolto al ruolo insostituibile della donna chiamata spesso a dirigere l'attività delle cooperative, a mantenere i legami familiari e a custodire quei preziosi elementi di conoscenza e tecnica propri del mondo rurale.

In un mondo alla ricerca di interventi appropriati per superare le difficoltà derivanti dalla crisi economica e per dare alla globalizzazione un significato autenticamente umano, l'esperienza delle cooperative ben rappresenta quel nuovo tipo di economia a servizio della persona, cioè capace di favorire forme di condivisione e di gratuità che sono il frutto rispettivamente della solidarietà e della fraternità (*Caritas in veritate*, 39). Per questo è indispensabile che i poteri pubblici operanti a livello nazionale e internazionale predispongano i necessari strumenti legislativi e di finanziamento perché nelle zone rurali le cooperative possano essere efficaci strumenti per la produzione agricola, la sicurezza alimentare, il mutamento sociale e per un più ampio miglioramento delle condizioni di vita. In tale nuovo contesto è auspicabile che le giovani generazioni possano guardare con rinnovata fiducia al loro futuro mantenendo i legami con il lavoro dei campi, il mondo rurale e i suoi valori tradizionali.

Nel rinnovare l'attenzione della Chiesa e l'impegno delle sue istituzioni perché l'umanità possa essere veramente libera dalla fame, su di Lei, Signor Direttore Generale, sui Rappresentanti delle Nazioni accreditati presso la FAO, su quanti lavorano nell'Organizzazione e concorrono al conseguimento delle sue finalità, invoco

le più abbondanti benedizioni di Dio Onnipotente.

Dal Vaticano, 16 ottobre 2012

BENEDICTUS PP. XVI

[01332-01.01] [Testo originale: Francese]

**PRECISAZIONE DELLA SEGRETERIA DI STATO IN MERITO AGLI ORDINI EQUESTRI • TESTO IN LINGUA ITALIANA • TRADUZIONE IN LINGUA INGLESE**

**• TESTO IN LINGUA ITALIANA**

La Segreteria di Stato, a seguito di frequenti richieste di informazioni in merito all'atteggiamento della Santa Sede nei confronti degli Ordini Equestri dedicati a Santi o aventi intitolazioni sacre, ritiene opportuno ribadire quanto già pubblicato in passato:

Oltre ai propri Ordini Equestri (Ordine Supremo del Cristo, Ordine dello Speron d'Oro, Ordine Piano, Ordine di San Gregorio Magno e Ordine di San Silvestro Papa), la Santa Sede riconosce e tutela soltanto il Sovrano Militare Ordine di Malta —ovvero Sovrano Militare Ordine Ospedaliero di San Giovanni di Gerusalemme, di Rodi e di Malta— e l'Ordine Equestre del Santo Sepolcro di Gerusalemme, e non intende innovare in merito.

Tutti gli altri Ordini —di nuova istituzione o fatti derivare da quelli medievali—non sono riconosciuti dalla Santa Sede, non potendosi questa far garante della loro legittimità storica e giuridica, delle loro finalità e dei loro sistemi organizzativi.

Ad evitare equivoci purtroppo possibili, anche a causa del rilascio illecito di documenti e dell'uso indebito di luoghi sacri, e ad impedire la continuazione di abusi che poi risultano a danno di molte persone in buona fede, la Santa Sede conferma di non attribuire alcun valore ai diplomi cavallereschi e alle relative insegne che siano rilasciati dai sodalizi non riconosciuti e di non ritenere appropriato l'uso delle chiese e cappelle per le cosiddette "cerimonie di investitura".

[01330-01.01] [Testo originale: Italiano]

**• TRADUZIONE IN LINGUA INGLESE**

In response to frequent requests for information concerning the recognition by the Holy See of Equestrian Orders dedicated to the saints or to holy places, the Secretariat of State considers it opportune to reiterate what has already been published, namely that, other than its own Equestrian Orders (i.e.: the Supreme Order of Christ, the Order of the Golden Spur, the Pian Order, the Order of Saint Gregory the Great, and the Order of Pope Saint Sylvester), the Holy See recognizes and supports only the Sovereign Military Order of Malta - also known as the Sovereign Military Hospitaller Order of Saint John of Jerusalem of Rhodes and of Malta - and the Equestrian Order of the Holy See Sepulchre of Jerusalem. The Holy See foresees no additions or innovations in this regard.

All other orders, whether of recent origin or medieval institution, are not recognized by the Holy See. Furthermore, the Holy See does not guarantee their historical or juridical legitimacy, their ends or organizational structures.

To avoid any possible doubts, even owing to illicit issuing of documents or the inappropriate use of sacred

places, and to prevent the continuation of abuses which may result in harm to people of good faith, the Holy See confirms that it attributes absolutely no value whatsoever to certificates of membership or insignia issued by these groups, and it considers inappropriate the use of churches or chapels for their so-called "ceremonies of investiture".

[01330-02.01] [Original text: Italian]

#### AVVISO DELL'UFFICIO DELLE CELEBRAZIONI LITURGICHE

• CAPPELLA PAPAIE PER LA CANONIZZAZIONE DEI BEATI: GIACOMO BERTHIEU, PIETRO CALUNGSOD, GIOVANNI BATTISTA PIAMARTA, MARIA CARMEN SALLÉS Y BARANGUERAS, MARIANNA COPE, CATERINA TEKAKWITHA, ANNA SCHÄFFER

Il 21 ottobre 2012, XXIX Domenica del Tempo Ordinario, alle ore 9.30, sul Sagrato della Basilica Vaticana, il Santo Padre Benedetto XVI celebrerà la Santa Messa preceduta dal rito di Canonizzazione dei Beati: **GIACOMO BERTHIEU** (1838-1896), sacerdote professore della Compagnia di Gesù, martire; **PIETRO CALUNGSOD** (1654-1672), catechista laico, martire; **GIOVANNI BATTISTA PIAMARTA** (1841-1913), sacerdote, fondatore della Congregazione Sacra Famiglia di Nazareth e delle Umili Serve del Signore; **MARIA CARMEN SALLÉS Y BARANGUERAS** (1848-1911), fondatrice della Congregazione delle Suore Concezioniste Missionarie dell'Insegnamento; **MARIANNA COPE** (1838-1918), religiosa professa della Congregazione delle Suore del terzo ordine di San Francesco di Syracuse; **CATERINA TEKAKWITHA** (1656-1680), laica; **ANNA SCHÄFFER** (1882-1925), laica.

[01331-01.01]

#### AVVISO DI CONFERENZA STAMPA

Si informano i giornalisti accreditati che **giovedì 18 ottobre 2012**, alle **ore 12.45**, nell'*Aula Giovanni Paolo II* della Sala Stampa della Santa Sede, avrà luogo la Conferenza Stampa di **presentazione della "Relazione dopo la discussione" (*Relatio post disceptationem*) della XIII Assemblea Generale Ordinaria del Sinodo dei Vescovi (7-28 ottobre 2012) sul tema "*La nuova evangelizzazione per la trasmissione della fede cristiana*".**

Interverranno:

**Em.mo Card. John Tong Hon**, Vescovo di Hong Kong (Cina), Presidente delegato;

**Em.mo Card. Francisco Robles Ortega**, Arcivescovo di Guadalajara (Messico), Presidente delegato;

**Em.mo Card. Laurent Monsengwo Pasinya**, Arcivescovo di Kinshasa (Repubblica Democratica del Congo), Presidente delegato;

**S.E. Mons. Ján Babjak, S.I.**, Arcivescovo Metropolita di Prešov per i cattolici di rito bizantino, Presidente del Consiglio della Chiesa Slovacca (Slovacchia), Vice-Presidente della Commissione per l'Informazione;

**S.E. Mons. José Horacio Gómez**, Arcivescovo di Los Angeles (Stati Uniti d'America), Membro della Commissione per l'Informazione.

*(Sarà disponibile il servizio di traduzione simultanea in lingua italiana, inglese e francese).*

[01277-01.01]

[B0585-XX.02]

---